

Usurpation d'identité



Lisez le texte ci-dessous pour vous aider à mieux comprendre.

Une recette artisanale

Pourtant, subtiliser l'identité d'une personne nécessite peu d'ingrédients. Il suffit de connaître son nom, sa date et son lieu de naissance, parfois aussi sa filiation. Et les fraudeurs emploient des techniques pour le moins artisanales pour récupérer ces informations : les poubelles, où abondent relevés bancaires, attestations de sécurité sociale et autres documents administratifs, mais aussi les boîtes aux lettres et dossiers qui traînent chez un commerçant ou un prestataire de services (dossier de location de voiture à garer dans l'agence, par exemple).

À partir de ce début d'identité, le fraudeur peut alors reconstituer de nombreux autres renseignements (numéro de téléphone, adresse, numéro de sécurité sociale, extrait d'acte de naissance...) et se fabriquer une identité complète. Reste à faire une déclaration de perte de documents pour obtenir une "nouvelle" carte d'identité, que le fraudeur fera vivre en ouvrant un compte bancaire, en demandant une carte Fnac...

Il y a quelques années, un Asiatique de 20 ans avait passé tous les contrôles de l'aéroport de Hong Kong avec la carte d'embarquement d'un citoyen américain né en 1955 et quelques rides en silicone. S'il n'avait pas été repéré par le petit détail qui tue (ses mains n'étaient pas

celles d'un sexagénaire), il serait passé au travers des mailles du filet !

Contrairement à certaines idées reçues, le piratage informatique est un vecteur rarement utilisé pour récupérer des informations identitaires.

Faire valoir ses droits

75 000 personnes sont chaque année amenées à devoir faire la preuve de leur identité.

Traumatisme financier et psychologique.

Le nom doit être un accessoire de l'identité puisque de nombreuses personnes changent de nom", souligne Christophe Naudin, qui plaide pour un "état civil biométrique". La création d'un nouveau délit devrait toutefois faciliter les démarches des victimes.

Ce que recouvre le nouveau délit d'usurpation d'identité

Depuis le 14 mars 2011, le Code pénal compte un nouveau délit, créé par la Loppsi 2. "Le fait d'usurper l'identité d'un tiers ou de faire usage d'une ou plusieurs données de toute nature permettant de l'identifier en vue de troubler sa tranquillité ou celle d'autrui, ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. Cette infraction est punie des mêmes peines lorsqu'elle est commise sur un réseau de communication au public en ligne" (article 323-7 du Code pénal).

À savoir

La victime d'une usurpation d'identité doit déposer une plainte auprès de la police ou de la gendarmerie. Elle peut aussi adresser un courrier au procureur de la République ou, encore, si l'affaire est classée sans suite, saisir le juge d'instruction d'une plainte avec constitution de partie civile.

Sur les gestes simples pour limiter les risques d'usurpation : voir le site : [cliquez ici](#)>>

Lepoint.fr

1 - Faites une phrase avec chacun des mots suivants : Infraction / À leur insu / Fiche de salaire / Négligent / Patrimoine / Sensible / Persuasion _____

2 - Avez-vous déjà été victime ou connaissez-vous quelqu'un qui l'a été ? _____

Usurpation d'identité

1 - Faites une phrase avec chacun des mots suivants : Infraction / À leur insu / Fiche de salaire / Négligent / Patrimoine / Sensible / Persuasion

2 - Avez-vous déjà été victime ou connaissez-vous quelqu'un qui l'a été ?